

## DEUX SEMAINES APRÈS LEUR PREMIER MOUVEMENT À TIZI-OUZOU

# Les stagiaires de l'école paramédicale reprennent le débrayage

**L'école paramédicale de Tizi-Ouzou est de nouveau paralysée par un mouvement de protestation qui survient 16 jours après leur premier mécontentement avec coupure de la circulation sur l'une des principales artères du chef-lieu de wilaya.**

Ils sont encore sortis par dizaines sur la voie publique pour renouveler leurs revendications sociopédagogiques consignées dans une plate-forme de 14 points, revendications, selon eux, non satisfaites par la direction à l'issue d'un planning qui a fait l'objet d'un accord. Parmi les points importants de ladite plate-forme figurent en tête le vaccin contre l'hépatite, l'encadrement des stages, la cessation des retraits sur bourse, la reprographie, les feuilles d'évaluation à mettre à disposition des étudiants, l'accès à l'internet, les sorties pédagogiques, le droit d'accès à l'école des étudiants en stage hors CHU...

Cette deuxième action des étudiants serait motivée, selon les grévistes, par la non-application, dans les délais convenus, des promesses faites par le directeur et son refus du dialogue. La version du directeur est tout autre ; il affirme avoir

demandé la constitution d'une délégation, proposant même la mise en place d'une commission de suivi de l'application des revendications exprimées dans ladite plate-forme. Il soupçonne derrière ce mouvement l'apparition d'un élément nouveau, à savoir la contagion de l'agitation universitaire, se gardant tout de même de contester les revendications sociopédagogiques des grévistes. Il exhibe la plate-forme portant un planning d'application ou des réponses explicatives notamment aux points 7, 8, 12, 13 et 14 relatifs respectivement aux 3es années affectées au CHU et ceux en stage hors CHU, à l'activité sportive, à la réception des visiteurs et, enfin, aux sorties pédagogiques qui peuvent, dans certaines nuances, ne pas satisfaire les étudiants tant elles prêtent à des inter-prétations divergentes.

Point essentiel parmi tous les autres, le vaccin contre l'hépatite aurait été fait pour les

plus exposés au risque, selon M. Haddad, directeur de l'établissement, qui a demandé au ministère 1 950 doses nécessaires et qui, en attendant, a téléphoné devant nous à ses connaissances pour se procurer le vaccin en manque depuis quelque temps.

Quant à l'encadrement des stages, deuxième point dans l'ordre des revendications, notre interlocuteur reconnaît un manque d'enseignants tout en signalant que les étudiants sont bien pris en charge par des tuteurs formés par l'établissement et les structures sanitaires d'accueil en plus des stages se déroulant au sein de l'école.

Les retenues sur bourse infligées aux 2es et 3es années pour cause d'indiscipline ont été supprimées, mais l'arrêté 146 du 30 septembre 1990 reste en vigueur dans ce domaine, précise-t-il. Les photocopies préconisées par les enseignants comme soutien ou complément aux cours sont à la charge de l'administration. Toutefois, un photocopieur est installé au foyer depuis le 21 février pour les photocopies individuelles se rapportant aux cours, répond-il à

ce propos. 30 000 feuilles d'évaluation ont été imprimées sur le compte de l'établissement en remplace-ment des cahiers à charge des stagiaires, explique notre inter-locuteur en réponse à la cinquième revendication.

L'internet est rouvert jusqu'à 22 h, de samedi à mercredi, mais sous surveillance, précise-t-il. Répondant au point relatif à la restauration, le directeur, qui met au défi quiconque peut démontrer qu'on mange mieux ailleurs qu'au sein de l'établissement, nous montre un menu révisé qui a l'air d'être correct, sans toutefois faire le parallèle avec l'ancien. A propos des loisirs, le directeur affirme avoir renoué le contact avec la direction de la jeunesse et des sports en vue d'aménager des terrains de foot, volley et hand, et ce, en plus des équipements déjà existants.

Pour les sorties pédagogiques, dernier des 14 points demandés, le directeur a l'air de vouloir les encourager, d'après sa réponse, «lorsqu'elles sont motivées par des objectifs pédagogiques, visites sur sites en rapport avec la formation».

B. T.

## COMPLEXE ELECTRO-INDUSTRIES D'AZAZGA

# Le syndicat d'entreprise en grève de la faim

**Les syndicalistes du complexe Electro-Industries d'Azazga, (7 éléments sur 8, le huitième soutenant l'action sans faire grève selon ses pairs) ont mis à exécution dimanche leur menace de recourir à une grève de la faim jusqu'à la satisfaction de deux principales revendications contenues dans une déclaration rendue publique samedi.**

Les deux principales revendications sont l'exigence de la venue du président du SGP CABELEQ et la levée de toutes les mesures répressives prises à l'encontre des travailleurs, dont la ponction de 6 jours sur salaire des syndicalistes, la retenue de 2h sur les salaires des travailleurs et la sanction financière d'un cadre sur sa prime de responsabilité. Le ressort semble donc s'être définitivement brisé entre les syndicalistes plébiscités haut la main par les travailleurs en mars 2008 et la direction de l'entreprise accusée, à travers son P-DG, de multiplier les man?uvres et les pressions afin de les

contraindre à renoncer à l'exercice syndical.

Ce qui avait, rappelons-le, conduit à une grève de la faim des syndicalistes en mai dernier, dont la décision de licenciement d'un cadre fut la goutte qui a fait déborder le vase, puis à cette singulière grève du sommeil, un conclave de 17 jours, déclenchée aussi suite au traitement réservé à un transitaire, puis enfin à deux AG qui auraient définitivement scellé la nature des rapports entre la direction, via son P-DG, et les travailleurs, selon ces syndicalistes. Les grévistes de la faim, qui ont entamé leur action à l'entrée du complexe, soutiennent que le P-DG refuse non seulement de collaborer avec eux mais «crée des conflits pour nous mettre à distance en dépit de deux protocoles d'accord».

Ils dénoncent ainsi une gestion «personnalisée, autoritaire, hasardeuse et archaïque». Tout comme ils qualifient la prestation de leur P-DG au récent forum éco-dév de la Dépêche de Kabylie de «manière de se prémunir et de redorer son blason dans une mise en scène tendant à se protéger sachant qu'il est dans des sales draps». Ainsi, «après avoir cohabité pendant 10 mois et ouvert les portes pour donner un second

souffle à l'entreprise», la rupture semble être définitivement consommée entre la direction de l'entreprise «qui n'a de fleuron que le nom», selon les syndicalistes, qui évoquent l'effacement d'une dette de 430 milliards de centimes conséquemment à une méthode de gestion jugée surannée faute d'investissement et de recrutement.

En conclusion, les membres du syndicat d'entreprise lancent un appel aux autorités compétentes afin de faire aboutir leurs revendications et exigent la venue de la SGP CABELEQ dont les recommandations faites lors de la réunion du 8 février dernier à Alger en présence du directeur de CABELEQ, du P-DG d'Electro-Industries, du syndicat d'entreprise et de l'union de wilaya de l'UGTA auraient été piétinées, selon eux, par le P-DG auquel ils déniaient présentement toute représentativité.

Nous y reviendrons dans nos prochaines éditions avec l'ensemble des partenaires de ce conflit, notamment le P-DG d'Electro-Industries dont l'appel au dialogue est assujéti à la présence de la SGP et de toutes les instances par les grévistes.

S. Hammoum

## MILA

# La Gendarmerie nationale présente son bilan

**Le bilan hebdomadaire de la Gendarmerie nationale fait état de 7 accidents de la circulation sur les différents axes routiers de la wilaya, dont 2 ayant provoqué la mort de trois personnes, respectivement sur la RN5 (tronçon Garzouli) et la RN100 (Boukerrana).**

Le bilan annonce pour la même semaine le retrait de 62 permis de conduire, 238 cas de délits et contraventions du code

de la route, 728 amendes forfaitaires et 49 délits de coordination de transport. Pour les crimes et délits contre les

personnes et les biens, le bilan annonce l'arrestation de 39 personnes dont 17 placées sous mandat de dépôt et la saisie d'une quantité de boissons alcoolisées, 1 040 survêtements et 170 kg de produits détergents, provenant tous de la contrebande. Les services de la gendarmerie relevant du groupement de la wilaya de Mila, annoncent avoir procédé cette

semaine à la saisie d'une grande quantité de produits pyrotechniques se composant de 60 400 unités de pétards, tous calibres confondus et 22 680 de fusées et autres cônes de fumigènes, opération qui a permis l'arrestation de 5 personnes impliquées dans cette transaction interdite.

A. M'haïmoud

## TLEMCEN Des ralentisseurs hors normes

La pose de dos d'âne au niveau des grandes artères commence à poser de sérieux problèmes de circulation et inquiète les automobilistes. Il est vrai que rien ne doit être négligé pour assurer la sécurité des piétons, mais il y a lieu de tenir compte des normes pour assurer aussi la sécurité du conducteur et notamment les chauffeurs de taxi qui n'ont pas le choix de circuit. Ces ralentisseurs posés au niveau du boulevard des 24-Mètres de l'avenue qui traverse le F. G. El-Kiffane provoquent des bouchons et paralysent la circulation sans compter les effets sur la mécanique.

En effet, la suspension des véhicules est mise à rude épreuve même en marquant un arrêt complet, le choc est fortement ressenti par l'ensemble des passagers. Dans l'une de nos éditions nous avons évoqué un incident provoqué par «ces butoirs», une femme enceinte a failli perdre son bébé.

## TRANSPORT URBAIN Le calvaire des usagers de la ligne 24

De tous les temps, le transport urbain a posé des problèmes au niveau du Grand-Tlemcen, mais c'est surtout la banlieue ouest, dans la commune de Mansourah, qui fait les frais de cette mauvaise attribution des lignes aux transporteurs privés. L'exemple le plus frappant reste celui des deux localités de Bouhanek ligne 14 et du champ de tir ligne 24. Il y a en effet un déséquilibre dans la répartition des bus ; quand environ 5 bus de la ligne 14 passent devant un arrêt, il faut attendre pendant plus d'une demi-heure le passage d'un bus de la ligne 24. Les habitants de la cité des 400-Logements et de Haï El-Badr réclament la mise en service d'un bus de la nouvelle compagnie des transports ETUT qui a mis fin au monopole du privé. Cette initiative est à encourager, le secteur public assure de meilleurs services et surtout de bonnes conditions de transport (respect des passagers et l'hygiène).

L'ETUT recevra prochainement une quinzaine de bus pour renforcer son parc et desservira d'autres lignes du Grand-Tlemcen.

M. Z.

## ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE À OUM-EL-BOUAGHI Installation des bureaux de campagne de Bouteflika

M. Hamadou L., directeur de campagne électorale du candidat Abdelaziz Bouteflika, a défini une stratégie dans le travail de proximité en réunissant toutes les couches sensibles de la société, notamment les personnalités de grande influence à l'image d'anciens députés, associations sportives...

Pour gagner du temps et rendre plus efficace sa démarche, M. Hamadou a procédé à l'installation des responsables de bureau de 24 communes sur les 29 que compte la wilaya. L'on constate les critères de choix que sont la compétence, la popularité et l'influence que peuvent avoir ces chefs de bureau sur les citoyens.

MM. Berrahail, P-DG d'une entreprise, Mouldi T., cadre au niveau de la direction des transports, Radjaï A., ancien officier de l'ALN, pour ne citer que ceux-là, figurent parmi ceux qui sont appelés à sensibiliser les électeurs à se rendre aux urnes le 9 avril 2009.

Interrogé par nos soins sur l'intéressement des citoyens de la wilaya d'Oum-El-Bouaghi pour l'élection présidentielle, M. Hamadou nous répondra que tous les efforts seront déployés pour une participation massive de la population à cet événement.

Moussa Chtatha